



Les Rapports d'activité 2002 du Groupe BANK OF AFRICA sont illustrés, d'une part, de photographies montrant la vie des agences et succursales BANK OF AFRICA et, d'autre part, de sujets mettant en avant la créativité du continent africain. Dans de nombreux univers, tels ceux de la recherche scientifique, de l'agronomie, des nouveaux circuits économiques, de la santé, des nouvelles technologies, et bien sûr, de la création artistique et culturelle, l'Afrique innove.

Les manuscrits oubliés de Tombouctou

Située aux portes du désert, Tombouctou, autrefois appelée " la cité des 333 saints", devint un centre d'études islamiques renommée à partir du XIVe siècle. Vers le milieu du XVe siècle, la tradition de la reproduction locale favorise la mise en place de nombreuses bibliothèques privées comprenant des milliers d'ouvrages religieux ou profanes, écrits en arabe comme dans les langues parlées dans la région.

© Photo: Alida Jay Boye

Le mot du Directeur Général



L'activité économique au Mali en 2002 a été largement influencée par les événements intervenus en Côte d'Ivoire par où transitaient jusqu'à 70% des importations maliennes.

Le Gouvernement malien a pu réduire la dépendance économique et commerciale du pays avec la Côte d'Ivoire en réorientant les échanges, notamment vers les ports de Nouakchott, Conakry et Dakar.

Parallèlement, les travaux de construction de la route inter-états Conakry - Bamako sont très avancés ainsi que ceux qui doivent relier la capitale malienne à Dakar.

C'est fort de ce constat que la BANK OF AFRICA - MALI s'est efforcée de maintenir une activité commerciale soutenue tout en continuant l'exercice d'assainissement entrepris en 2001.

Ainsi, les ressources de clientèle qui se sont élevées à près de 70 milliards de F CFA à fin 2002, ont enregistré une progression de +15,6% par opposition à +12% pour le marché bancaire malien.

Les crédits à la clientèle, tout en continuant leur accroissement - +8% sur l'année écoulée pour atteindre 42,1 milliards de F CFA en décembre dernier - ont vu cette progression ralentie compte tenu de la priorité donnée à la qualité du risque.

Quant au chiffre d'affaires 2002, il est en progression de 7,7% par rapport à 2001, avec un volume de 7 235 millions de F CFA pour l'exercice sous revue.

Le résultat brut d'exploitation avant dotation aux amortissements et provisions est pratiquement au même niveau que lors de l'exercice précédent, soit 1 968 millions de F CFA, ceci étant dû essentiellement à une augmentation encore trop importante de nos charges de fonctionnement.

Enfin, le poids du passé a lourdement pesé sur l'exercice 2002, suite aux recommandations de la Commission Bancaire en matière de provisions à constituer, qui ramènent notre résultat net à 10 millions de F CFA.

En ligne avec ces recommandations, la Banque a procédé à la restructuration du Département Etranger et du Secrétariat des Engagements, et a poursuivi l'amélioration de son système informatique à travers la migration de la version informatique DELTA 5 vers DELTA 7, plus performante. Enfin, le rôle du Contrôle Général a été renforcé par une redéfinition de ses tâches et la mise en place de nouveaux outils de contrôle.

Tout au long de l'exercice écoulé, la qualité des services fournis et l'accueil réservé à la clientèle sont restés une préoccupation permanente pour la BANK OF AFRICA - MALI, qui se veut à la fois " Banque tous publics " et " Banque de proximité ", et il est heureux de souligner que cette exigence a été parfaitement comprise et appliquée par l'ensemble des collaborateurs de la Banque qu'il convient d'encourager dans la poursuite de leurs efforts.

Jean-Pierre
Directeur Général

IMBERT

Faits marquants

Au cours de l'année 2002

Avril

- Participation à Cotonou aux Rencontres BANK OF AFRICA pour les cadres du réseau.
- Nomination d'un nouveau Directeur Général.

Mai

- Franchissement du seuil des 70 milliards de dépôts de la clientèle.

Juillet

- Installation d'une nouvelle version 7 du progiciel central informatique DELTA.

Août

- Prise de participation dans le capital de IKATEL.

Décembre

- Participation à Dakar aux Rencontres BANK OF AFRICA pour les Administrateurs du réseau.
- Augmentation de 500 millions de F CFA du capital de la Banque, porté à 2500 millions de F CFA.

Chiffres clés

31/12/2002 — En millions de F CFA

Activité	
Dépôts clientèle*	69 996
Créances clientèle*	42 131
Chiffres d'Affaires*	7 235

Résultat	
Produit Net Bancaire *	5 719
Charges de fonctionnement *	3 751
Résultat Brut d'Exploitation *	1 188
Coefficient net d'Exploitation (%)	79,2
Résultat Net *	10

Structure	
Total Bilan *	81 237
Fonds Propres *	4 586
Fonds Propres/Total Bilan (%)	5,64 %
Effectif moyen pendant l'exercice	156

Au

31/12/2002

(*) En millions de F CFA

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, de 12 membres, est actuellement composé comme suit :

- M. Boureima SYLLA, Président
- M. Mamadou Amadou AW
- M. Paul DERREUMAUX
- M. Waly DIAWARA
- M. Amara DOUCOURE
- M. Alpha Hampaté GAMBY
- M. Serge KAPNIST
- M. Tiadiani KOUMA
- M. Ernest RICHARD
- M. Amadou Ousmane SIMAGA
- M. Mamadou SYLLA
- M. Mamadou MAIGA (AFRICAN FINANCIAL HOLDING - AFH)

Répartition du capital

Au 31/12/02, la répartition du capital s'établit comme suit :

AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	44,93%
BOA-BENIN	3,20 %
Actionnaires Prives Nationaux	45,27 %
Autres	6,60 %

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2003 pour l'exercice social 2002.

Cheick Modibo Diarra : Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO.

Ainsi nommé en 1998, Cheick Modibo Diarra est chargé de développer les sciences et les technologies sur le continent africain. Il a également fondé un Centre de nouvelles technologies à Bamako, ouvert à tous publics, qui propose des séminaires informatiques et des formations professionnelles. Depuis mars 2002, il dirige l'Université Virtuelle Africaine, nouvelle structure basée à Nairobi, au Kenya, qui permettra de relier les universités africaines aux grandes écoles du monde entier. Des cours, donnés dans celles-ci, seront transmis en direct par satellite sur des écrans géants dans les amphithéâtres universitaires d'Afrique.

L'action majeure de la " Fondation Pathfinder " est la création de camps d'excellence qui regroupent l'été, dans un pays de l'Afrique francophone, des élèves des classes de 1^{ère} scientifique. Un concours dote l'élève lauréate d'une bourse d'études supérieures de quatre ans aux USA ou en Europe, attribué par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Depuis 2001, la Fondation a également créé un camp destiné aux enseignants.

Contact : Fondation Pathfinder pour l'Education et le développement sxp@telecomplus.sn

Le cadre économique et financier de l'exercice 2002

Sur le plan international, l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les pays industrialisés confirme la chute continue des valeurs sur les marchés financiers ainsi que la montée des incertitudes quant au maintien de la vigueur de la consommation et à la reprise de l'investissement.

A l'exception du Canada, la plupart des Banques centrales des pays occidentaux ont maintenu inchangés leurs taux directeurs, de manière à soutenir l'évolution de l'activité économique.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance économique de 2002 s'est inscrit en rythme annuel en hausse de 1,1%. Cette décélération de l'activité traduit une faible progression de la consommation des ménages - + 1,9% - et une hausse modérée des dépenses publiques - + 1,8% -. L'inflation s'est légèrement accélérée - +0,1% - sur l'année écoulée.

Dans la Zone Euro, la croissance économique s'élèverait à +1,2% en 2002. Cette faible évolution est notamment le reflet d'une dégradation des secteurs manufacturier et du bâtiment et travaux publics.

Dans cette zone, l'inflation ressort à +1,9% en glissement annuel, en légère hausse par rapport à son niveau du premier semestre.

Au sein des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la situation est caractérisée par une arrivée tardive des pluies, suscitant des craintes de mauvaises récoltes en 2002-2003. Les productions minières sont cependant dans l'ensemble en hausse.

Les inquiétudes concernant une accélération de l'inflation se sont dissipées en fin d'année 2002 et l'incidence des prix à la consommation a amorcé un repli depuis juillet dernier, à l'exception notable du Mali.

La situation monétaire de la zone est marquée par une légère baisse de la position intérieure nette

des Institutions monétaires et un recul du crédit intérieur.

Au Mali, malgré des contraintes fortes liées en particulier au climat, à l'enclavement et à l'immensité du territoire, le pays a fait preuve en 2002 d'un grand dynamisme.

Le taux de croissance annuel de son Produit Intérieur Brut (PIB) est estimé à +4% au cours de l'exercice étudié. Parallèlement, l'encours de la dette publique extérieure est évalué à 93% du PIB.

La croissance économique a dépassé celle de la population, dont le rythme de progression annuelle s'établirait à 3,2%.

Grâce à une nette augmentation, aussi bien en volume qu'en valeur, des exportations qui comprennent principalement le coton, l'or et les animaux vivants, le déficit du solde de la balance commerciale a été sensiblement réduit au cours de l'exercice sous revue.

La poussée de l'inflation s'est par contre confirmée en 2002. En glissement annuel, son taux est chiffré à +4,8%.

Au niveau des finances publiques, le montant total des recettes hors dons a été enregistré en 2002 à 401 milliards de F CFA contre 317 milliards de F CFA en 2001, soit une progression de 26%.

Les recettes fiscales se sont accrues de 14,2% passant de 279,8 milliards de F CFA en 2001 à 320 milliards de F CFA en 2002, en liaison avec l'effet de mesures engagées visant à renforcer l'efficacité des règles financières.

Les dépenses et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 530 milliards de F CFA, soit une augmentation de 8,2% par rapport aux 490 milliards de F CFA constatés à fin 2001. Les dépenses courantes se sont établies à 290 milliards de F CFA, en hausse de 39,8% par rapport aux prévisions. Les dépenses d'investissement de l'année sous revue sont quant à elles en recul de 4,8 milliards de F CFA par rapport à l'exercice précédent.

Au total, le déficit global, base engagements hors dons, est ressorti à 162,4 milliards de F CFA en 2002, en retrait comparé à l'exercice antérieur.

Pour ce qui est de la situation monétaire, les principales caractéristiques notées en 2002, par rapport à l'année précédente, sont une amélioration des avoirs extérieurs nets de 3,2 milliards de F CFA, un léger repli du crédit intérieur de 1 milliard de F CFA et un accroissement de la masse monétaire de 4,2 milliards de F CFA.

Enfin, le Gouvernement a finalisé en juin 2002 le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Ce texte, approuvé par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale permettrait au Mali de bénéficier d'un allègement de 401 millions de dollars US de sa dette extérieure sur 30 ans, soit l'équivalent de 300,8 milliards de F CFA.

Une amélioration d'ensemble de la situation économique est attendue en 2003 avec la réalisation d'un taux de croissance réel du PIB de 9,3%, lié notamment à plusieurs projets agricoles et à une hausse de la production aurifère.

Au plan des finances publiques, les recettes fiscales 2003 devraient s'accroître de 20,3% grâce au regain de l'activité et au renforcement des mesures administratives. Le déficit budgétaire global, base engagements et hors dons, serait alors ramené à 10,3% du PIB.

Au titre des mesures structurelles, les actions majeurs porteront sur la poursuite des réformes

dans le secteur cotonnier, notamment le lancement de l'appel d'offres pour la cession des actifs de la Compagnie Malienne Des Textiles (CMDT) et de l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) et l'adoption d'un mécanisme de fixation du prix du coton.

Les perspectives 2003 pour l'économie malienne paraissent donc relativement satisfaisantes, sans que l'on puisse faire abstraction de la situation qui prévaut actuellement en Côte d'Ivoire et des conséquences négatives qui en résulteraient pour l'économie locale si la situation de crise perdurait.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2002

L'exercice 2002, comme le précédent, s'est inspiré des recommandations énoncées dans le cadre du Plan Triennal de Développement (PTD) 2001-2003, approuvé lors du Conseil d'Administration de janvier 2001.

La stratégie mise en œuvre pour atteindre ces objectifs s'est traduite par une nouvelle progression significative de l'activité et du bilan de la BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) au cours de l'exercice sous revue.

Le total du bilan est ainsi passé de 70 993 millions de F CFA fin 2001 à 81 288 millions de F CFA au 31 décembre 2002, ce qui représente une augmentation de 14,5% sur l'année analysée.

Cette évolution essentiellement pour origine l'accroissement des dépôts de la clientèle qui passent de 60 528 millions de F CFA à fin 2001 à 69 996 millions de F CFA en décembre 2002, soit un taux de croissance de 15,6% qui reste supérieur à celui du marché, établi à +12%.

Les comptes à vue ont connu une poussée importante puisque, sur un volume global d'augmentation de 9 468 millions de F CFA, ils représentent en 2002 : 7 317 millions de F CFA, soit 75% du total.

Parallèlement, les comptes d'épargne ont continué de progresser et s'élèvent à 2 307 millions de F CFA, soit une hausse de 16,5% par rapport à l'exercice 2001.

Dans cette dernière catégorie, les ressources collectées auprès des Maliens de la diaspora représentent un encours notable, qui continue un développement régulier grâce à la qualité des relations nouées par le Bureau de Représentation de la Banque à Paris.

Quant aux ressources collectées par les Agences de province, elles ont continué à s'accroître rapidement et traduisent la présence solide de la Banque dans ses zones d'implantation.

L'ouverture de l'Agence de Morila en 2003 devrait permettre d'augmenter encore la part de ressources des Agences de province.

Le ratio " dépôts rémunérés / total dépôts " s'établit à 43,2% au 31 décembre 2002, ce qui représente une amélioration assez sensible par rapport au même ratio constaté en 2001, qui était de 68%.

La part de marché de la BOA-MALI sur les dépôts bancaires est restée sensiblement identique à celle notée lors de l'exercice antérieur, soit 13,5%.

L'encours des engagements directs sur la clientèle a progressé de 38 779 millions de F CFA fin 2001 à 42 130 millions de F CFA fin 2002, soit +8,6%. Cette avancée est sensiblement inférieure à celle de l'exercice précédent, qui s'établissait à +22,7%, conformément aux directives

du Conseil d'Administration de la Banque, et a porté essentiellement sur les signatures de premier ordre et les prêts personnels aux particuliers.

L'activité des Agences de province en matière de crédits à la clientèle a été fortement ralentie, en accord avec la priorité donnée à la collecte des ressources.

Ces dispositions se sont traduites par une modeste contraction de la part de marché de la BOA-MALI en matière de crédits directs, qui est passée de 10,5% en 2001 à 10,2% durant l'exercice sous revue.

L'activité en matière de crédits par signature a par contre été très soutenue, en partie en raison de l'effet de la Coupe d'Afrique des Nations 2002.

L'encours total est ainsi passé de 21 586 millions de F CFA en 2001 à 25 000 millions de F CFA en 2002, soit une augmentation en volume de 3 414 millions de F CFA et de +15,8% en taux annuel de variation.

Le volume net des créances en souffrance a évolué de 2 928 millions de F CFA en 2001 à 2 371 millions de F CFA au cours de l'exercice étudié et les recouvrements contentieux de l'année 2002 ont atteint 2 093 milliards de F CFA contre 2.012 millions de F CFA au cours de l'exercice précédent.

Il faut toutefois y noter la part importante représentée par les datations en paiement ou adjudications d'immeubles, pour un montant de 837 millions de F CFA.

L'examen du compte de résultat 2002 de la BOA-MALI fait ressortir les points suivants.

Globalement, les produits d'exploitation ont progressé de 7,7% en 2002, passant de 6 720 millions de F CFA en 2001 à 7 245 millions de F CFA sur l'exercice étudié et se décomposent comme suit :

- produits d'intérêt : 4 649 millions de F CFA, soit 64% du total des produits d'exploitation ;
- produits de commissions : 2 585 millions de F CFA, soit 36% de ce même ensemble.

De plus, l'analyse de la ventilation des produits d'intérêt montre, d'une part, une hausse continue des produits d'intérêt sur créances inter-bancaires en liaison avec l'augmentation de la trésorerie disponible et, d'autre part, une forte croissance des produits d'intérêt sur les concours à la clientèle, de +16%.

Cette évolution notable peut être attribuée à deux facteurs : tout d'abord, la croissance de 8,7% du volume, basée quasi essentiellement sur des clients de premier ordre, ensuite, la poussée importante des encours d'escompte et donc des produits afférents.

Les charges d'exploitation ont cru de 17,7% en 2002, passant de 4 472 millions de F CFA à 5 267 millions de F CFA, soit une progression en volume de 795 millions de F CFA sur l'exercice sous revue.

Les charges bancaires se sont élevées de 356 millions de F CFA, principalement en raison de l'augmentation des ressources bancaires rémunérées.

Les charges salariales se sont quant à elles alourdies de 200 millions de F CFA.

En ce qui concerne les autres frais généraux, il évoluent pour la première fois moins vite que

l'exercice précédent, de -19,%, mais suivent toujours une croissance à 2 chiffres - +13% - ; l'objectif principal de l'année 2003 sera de ramener leur accroissement à moins de 10%.

L'activité de l'exercice 2002 permis de dégager un Produit Net Bancaire de 5 717 millions de F CFA, en progression de 3% par rapport à celui de l'exercice 2001.

Le résultat brut, avant amortissements et provisions, se situe à 1 967 millions de F CFA, soit en retrait de 12% par rapport à l'exercice précédent, ceci étant dû pour la plus grande part à la croissance trop rapide des frais généraux.

Les dotations aux provisions brutes pour créances en souffrance de l'exercice sous revue s'élèvent à 2 300 millions de F CFA contre 1 793 millions de F CFA en 2001. Toutefois, des reprises de provisions font baisser les dotations nettes à 1 801 millions de F CFA contre 1 007 millions de F CFA en 2001.

Ces dotations aux provisions, particulièrement importantes en 2002, sont la résultante de la mission de la Commission Bancaire du mois de juin 2002 et des recommandations qui en ont résulté.

En définitive, le bénéfice net de l'exercice est limité à 10 millions de F CFA, après une dotation pour impôts sur les bénéfices de 6 millions de F CFA.

Ce résultat est évidemment décevant, surtout si l'on prend en compte la croissance modérée du Produit Net Bancaire, mais il traduit la faible qualité du portefeuille de crédits sur la clientèle et les provisions nécessaires qui ont dû en résulter.

Au vu de ce bénéfice et du report à nouveau antérieur, lequel s'élève à 301 millions de F CFA, le Conseil d'Administration vous propose :

- de doter la réserve légale à hauteur de 2,5 millions de F CFA ;
- d'affecter en report à nouveau complémentaire le solde disponible, soit 7,5 millions de F CFA.

En 2003, la mise en oeuvre d'une politique alliant à la fois rigueur et prudence aura pour objectifs principaux de concourir à rétablir une rentabilité satisfaisante et de finaliser l'assainissement du portefeuille clientèle, dans le respect scrupuleux du dispositif prudentiel imposé par la réglementation bancaire.

Pour être atteints, ces objectifs nécessitent la mobilisation de l'ensemble du personnel de la Banque, que nous remercions en premier lieu pour son engagement durant l'exercice écoulé mais que nous encourageons également à redoubler d'efforts pour l'année 2003, dans le souci constant d'assurer un service de qualité à la clientèle.

Enfin, le Conseil d'Administration de la BANK OF AFRICA - MALI rend hommage aux Actionnaires de la Banque pour leur soutien actif et leur confiance sans cesse renouvelée.

Rapport des commissaires aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2002.

CAN 2002 : une grande cérémonie d'ouverture à Bamako, la mobilisation de tout un pays.

Un spectacle d'une heure, réunissant plus de 1000 artistes et sportifs, a été présenté le 19 janvier 2002 devant 50 000 personnes au stade du 26 mars de Bamako, en ouverture de la 23e Coupe d'Afrique des Nations 2002 (CAN 2002), organisée par le Mali.

Cette cérémonie, marquant le lancement de la compétition, constitue l'aboutissement d'un processus qui aura mobilisé pendant plusieurs années d'intenses préparations, toutes les forces vives de pays. En effet, l'organisation de la CAN 2002 a nécessité la construction ou la rénovation de nombreux équipements la mise en place de structures logistiques garantissant à l'accueil, le transport, l'hébergement et la sécurité de l'ensemble des participants ainsi que l'installation d'importants moyens de communication permettant la diffusion mondiale de l'évènement.

© photos : Djibril Sy / PANAPRESS.

Rapport général des commissaires aux comptes

En exécution du mandat de Commissaire aux Comptes de la BOA-MALI que vous avez bien voulu nous confier par votre Assemblée Générale du 12 mai 2001, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général de vérification des comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2002.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit légal selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Nos diligences ont été effectuées selon les textes réglementaires de la BCEAO et en accord avec les normes d'audit internationales, qui prévoient que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne sont pas entachés d'anomalies, d'inexactitudes ou d'irrégularités significatives.

Nous certifions que les états financiers arrêtés au 31/12/2002 et faisant apparaître :

- Un total de bilan F CFA 81 236 926 286
- Un résultat bénéficiaire net F CFA 10 436 297
- Un total d'engagements hors bilans donnés F CFA 30 159 257 800
- Un total d'engagements hors bilan reçus F CFA 29 899 000 026

Sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2002 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANK OF AFICA - MALI à la fin de cet exercice.

Respect de la réglementation prudentielle

- **A l'issue de nos contrôles, les ratios suivants ne respectent pas les normes requises par la BCEAO.**

Il s'agit :

- Du ratio de Coefficient de liquidité (DEC 2063)

Le ratio de Coefficient de liquidité est de 69% par rapport à un minimum de 75%.

- Crédits aux personnes participant à la direction, administration, gérance, contrôle et fonctionnement des banques et établissements financier (DEC 2068)

Le ratio est de 27% par rapport à un maximum de 20%.

- Du ratio de structure du portefeuille (DEC 2069) sur les fonds propres effectifs.

Le ratio de structure du portefeuille est nul, soit 0% des fonds propres effectifs par rapport à un minimum exigé de 60%.

- **Tous les autres ratios prudentiels sont respectés par la BOA-MALI au 31 décembre 2002.**

Autres vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes, aux vérifications spécifiques prévues par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

A la date du présent rapport, nous n'avons pas reçu le rapport de gestion du Conseil d'Administration adressé aux actionnaires.

N.B. : Ce rapport de gestion a été remis au Commissaire aux Comptes avant l'Assemblée Générale Ordinaire.

Bamako, le 27 Mars 2003

Commissaire aux Comptes

LE GERANT :

Bourahima SIBY

Expert Comptable Diplômé

Rapport spécial du commissaire aux comptes

sur l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Conformément aux dispositions de l'article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, toute convention entre une société anonyme et un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Adjointes doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateurs ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise morale, si l'un de ses administrateurs ou un directeur général ou un directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur général adjoint de la personne morale contractante.

Votre Conseil d'Administration n'a pas porté à notre connaissance l'existence d'autres conventions que celles déjà autorisées, à savoir la reconduction du contrat d'assistance technique de AFH et la prolongation de sa durée qui porte désormais sur cinq (5) ans renouvelables.

Bamako, le 27 Mars 2003

Commissaire aux Comptes

LE GERANT :
Bourahima SIBY
Expert Comptable Diplômé

Bilan

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA).

Actif

Actif	Exercice 2001	Exercice 2002
Caisse	2 758 164 988	3 562 552 823
Créances interbancaires	19 144 534 192	23 780 330 457
• A vue	17 632 895 352	21 225 107 291
· Banque centrale	6 850 953 326	16 413 303 348
· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	10 781 942 026	4 811 803 943
• A terme	1 511 638 840	2 555 223 166
Créances sur la clientèle	38 779 277 072	42 130 565 879
• Portefeuille d'effets commerciaux	3 535 989 997	3 598 533 468
· Crédits de campagne		
· Crédits ordinaires	3 535 989 997	3 598 533 468
• Autres concours à la clientèle	20 504 798 314	21 443 078 252
· Crédits de campagne	479 150 044	20 551 842
· Crédits ordinaires	20 025 648 270	21 422 526 410
• Comptes ordinaires débiteurs	14 738 488 761	17 088 954 159
• Affacturage		
Titres de placement	1 563 925 000	1 065 200 000
Immobilisations financières	544 583 049	1 368 306 416

Crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles	196 037 658	198 129 340
Immobilisations corporelles	4 274 380 514	5 240 996 665
Actionnaires et associés		
Autres actifs	2 035 486 135	1 973 547 998
Comptes d'ordre et divers	1 696 639 377	1 917 296 708
Total de l'actif	70 993 027 985	81 236 926 286

Hors Bilan	Exercice 2001	Exercice 2002
Engagements donnés	21 585 964 048	30 159 257 800
• Engagements de financement	6 839 787 482	3 544 422 484
· En faveur d'établissements de crédit		
· En faveur de la clientèle	6 839 787 482	3 544 422 484
• Engagements de garantie	14 746 176 566	26 614 835 316
· D'ordre d'établissements de crédit		
· D'ordre de la clientèle	14 746 176 566	26 614 835 316
• Engagements sur titres		

Passif

Passif	Exercice 2001	Exercice 2002
Dettes interbancaires	5 421 743 757	5 274 250 600
• A vue	4 077 843 136	4 449 244 704

· Trésor public, CCP		
· Autres établissements de crédit	4 077 843 136	4 449 244 704
• A terme	1 343 900 621	825 005 896
Dettes à l'égard de la clientèle	60 528 392 661	69 996 428 606
• Comptes d'épargne à vue	14 011 780 066	16 319 139 415
• Comptes d'épargne à terme		
• Bons de caisse		
• Autres dettes à vue	35 991 907 995	44 389 338 197
• Autres dettes à terme	10 524 704 600	9 287 950 994
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	446 447 328	853 120 532
Comptes d'ordre et divers	126 107 647	139 131 048
Provisions pour risques et charges	434 467 156	206 467 156
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Fonds pour risques bancaires généraux		341 222 611
Capital ou dotation	2 000 000 000	2 500 000 000
Primes liées au capital		
Réserves	1 591 302 515	1 615 358 759
Écarts de réévaluation		
Report à nouveau (+/-)	284 191 963	300 510 677

Résultat de l'exercice	160 374 958	10 436 297
Total du passif	70 993 027 985	81 236 926 286

Hors bilan	Exercice 2001	Exercice 2002
Engagements reçus	25 068 282 847	29 899 000 026
• Engagements de financement		
· Reçus d'établissements de crédit		
• Engagements de garantie	25 068 282 847	29 899 000 026
· Reçus d'établissements de crédit	2 280 675 696	5 890 677 200
· Reçus de la clientèle	22 787 607 151	24 008 322 826
• Engagements sur titres		

Résultat

Comptes de résultat comparés des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges

Charges	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et charges assimilées	1 160 094 398	1 516 468 926
• Sur dettes interbancaires	176 969 528	282 725 426
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	982 114 877	1 233 463 908
• Sur dettes représentées par un titre		
• Autres intérêts et charges assimilées	1 009 993	279 592
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions		
Charges sur opérations financières		
• Charges sur titres de placement		
• Charges sur opérations de change		
• Charges sur opérations de hors bilan		
Charges diverses d'exploitation bancaire		
Frais généraux d'exploitation	3 311 037 921	3 750 977 153
• Frais de personnel	1 414 254 042	1 615 283 242
• Autres frais généraux	1 896 783 879	2 135 693 911
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	306 375 319	821 831 859
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan	1 007 265 233	1 801 340 053

Excédent des dotations sur les reprises du fonds pour risques bancaires généraux		
Charges exceptionnelles	541 498 708	1 052 126 608
Pertes sur exercices antérieurs	1 017 388 364	609 851 565
Impôt sur les bénéfices	86 814 177	5 619 545
Résultat de l'exercice	160 374 958	10 436 297
<hr/>		
Total des charges	7 590 849 078	9 568 652 006

Produits

Produits	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et produits assimilés	4 032 843 206	4 957 921 033
• Sur créances interbancaires	298 266 150	308 127 854
• Sur créances sur la clientèle	3 456 811 425	4 013 293 224
• Sur titres d'investissement		
• Autres intérêts et produits assimilés	277 765 631	636 499 955
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Commissions	424 915 824	486 836 851
Produits sur opérations financières	1 949 025 861	1 508 408 289
• Produits sur titres de placement	79 672 445	133 780 562
• Dividendes et produits assimilés	8 100 000	15 375 039
• Produits sur opérations de change	735 389 677	268 106 045
• Produits sur opérations de hors bilan	1 125 863 739	1 091 146 643
Produits divers d'exploitation bancaire	284 674 778	281 732 639

Produits généraux d'exploitation	27 906 666	
Reprises d'amortissements et de provisions sur immobilisations	20 052 975	41 916 936
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		
Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux		
Produits exceptionnels	162 307 388	1 380 748 905
Profits sur exercices antérieurs	689 122 380	911 087 353
Résultat de l'exercice		
Total des produits	7 590 849 078	9 568 652 006

Produits & Charges

Produits & Charges	Exercice 2001	Exercice 2002
Intérêts et produits assimilés	4 032 843 206	4 957 921 033
• Sur créances interbancaires	298 266 150	308 127 854
• Sur créances sur la clientèle	3 456 811 425	4 013 293 224
• Autres intérêts et produits assimilés	277 765 631	636 499 955
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées		
Intérêts et charges assimilées	1 160 094 398	1 516 468 926
• Sur dettes interbancaires	176 969 528	282 725 426
• Sur dettes à l'égard de la clientèle	982 114 877	1 233 463 908
• Autres intérêts et charges assimilées	1 009 993	279 592

Charges sur crédit-bail et opérations assimilées		
Marge d'intérêt	2 872 748 808	3 441 452 107
Produits de commissions	424 915 824	486 836 851
Charges de commissions		
Résultat net des commissions	424 915 824	486 836 851
Résultats nets sur		
• Opérations sur titres de placement	79 672 445	133 780 562
• Dividendes et opérations assimilées	8 100 000	15 375 039
• Opérations de change	735 389 677	268 106 045
• Opérations de hors bilan	1 125 863 739	1 091 146 643
Résultat net sur opérations financières	1 949 025 861	1 508 408 289
Autres produits d'exploitation bancaire	284 674 778	281 732 639
Autres charges d'exploitation bancaire		
Autres produits d'exploitation non bancaire	27 906 666	
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Frais généraux d'exploitation	3 311 037 921	3 750 977 153
• Frais de personnel	1 414 254 042	1 615 283 242
• Autres frais généraux	1 896 783 879	2 135 693 911
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	306 375 319	821 831 859
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations	20 052 975	41 916 936

Résultat brut d'exploitation	1 961 911 672	1 187 537 810
Résultat net des corrections de valeur	- 1 007 265 233	- 1 801 340 053
Excédent net des dotations et reprises sur FRBG		
Résultat courant (avant impôt)	954 646 439	- 613 802 243
Résultat exceptionnel	- 379 191 320	328 622 297
Résultat sur exercices antérieurs	- 328 265 984	301 235 788
Impôts sur les bénéfices	86 814 177	5 619 545
Résultat net de l'exercice	160 374 958	10 436 297

Résolutions

Assemblée générale ordinaire du 10 mai 2003

Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2002, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2002 se solde par un bénéfice de 10 436 297 F CFA après dotations diverse aux amortissements et provisions.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 35 de la loi du 27 juillet 1990 et à l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2002.

Elle donne également quitus au Commissaire aux Comptes pour l'exécution de son mandat au cours du même exercice.

Deuxième résolution

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit de la totalité du bénéfice net de l'exercice :

	En F CFA
Bénéfice net	10 436 297
Réserve légale	1 564 445
Report a nouveau antérieur	301 235 788
Nouveau report a nouveau	310 107 640

Troisième résolution

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un extrait d'une copie du procès-verbal de la présente assemblée tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

Annexes

1 Note sur les principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MALI sont établis selon les règles définies par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2002 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

Conversion des comptes du bilan libellés en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31/12/2002.

Les opérations et positions en devises

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement aux comptes de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

Les intérêts et les commissions bancaires

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

Comptes de la clientèle

Le classement de ces comptes par activité, société, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen, et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 30 et 100% selon la nature du risque, les garanties apportées et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31/12/02 est de 75%.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

Les immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire.

Frais d'établissement	33,33%
Constructions	10 %
Matériel de transport	33,33%
Aménagements installations	20 %
Mobilier et matériel de bureau	10 - 20%
Outillage (selon nature)	10 %
Matériel et logiciel informatiques	20 %

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.

2 Observations sur le bilan

2.1 Opérations avec les établissements de crédit

Les échéances des créances et des dettes avec les établissements de crédit s'analysent de la manière suivante :

Echéance	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	17 632	4 078	23 591	4 449
De 1 mois à 3 mois				
De 3 mois à 6 mois	1 423			
De 6 mois à 2 ans	89	575	62	316
De 2 ans à 5 ans		769	127	509

Plus de 5 ans				
Total	19 145	5 422	23 780	5 274

2.2 Opérations avec la clientèle

2.2.1. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Echéance	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 1 mois	17 044	53 088	20 756	62 167
De 1 mois à 3 mois	5 063	2 203	4 232	2 166
De 3 mois à 6 mois	2 827	677	2 471	689
De 6 mois à 2 ans	9 428	3 424	10 163	1 236
De 2 ans à 5 ans	1 307	977	1 321	3 579
Plus de 5 ans	200	159	816	159
Créances en souffrance	2 910		2 372	
Total	38 779	60 528	42 131	69 996

2.2.2. Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2001*		Au 31/12/2002*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Particuliers	4 812	24 894	5 776	30 106

Entreprises privées	32 654	27 483	33 381	29 522
Sociétés d'état et établissements publics	1 260	289	2 713	1 978
Etat et organismes assimilés	53	7 862	261	8 390
Total	38 779	60 528	42 131	69 996

* En million de F CFA

2.2.3. Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	au 31/12/2001*	au 31/12/2002*
Créances douteuses	7 414	8 879
Provisions pour dépréciation	- 4 504	- 6 507
Créances douteuses nettes	2 910	2 372

2.3 Immobilisations financières

* En millions F CFA

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA
	Brut	Net		%
Dans les banques et établissements financiers				
• ACTIBOURSE S.A.	45,0	45,0	300	15 %
• BANK OF AFRICA – BURKINA FASO	45,0	45,0	1 500	3 %
• Fonds GARI	132,7	132,7	8 619	2 %
• FGHM SA	20,0	20,0	330	6 %
• SGI MALI	3,8	3,8	200	2 %

• Prêt particip. BIM	423,0	423,0		
• Assurance générale du Mali	40,0	40,0	500	8 %
Sous total	709,5	709,5		
Dans les autres sociétés				
• Titres du trésor non mob.	346,8	346,8		
• AGORA	50,0	50,0	500	10 %
• Compte bloque AGORA	658,8	658,8		
Sous total	1 368,3	1 368,3		
Total participations				

*En millions de F CFA

2.4 Immobilisations incorporelles

Nature	Au 31/12/2001*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/2002*
Immobilisations brutes	440	84	49	474
Amortissements cumulés	244	32		276
Total net	196	52	49	198

2.5 Immobilisations corporelles

Nature	Au 31/12/2001*	Augmen- tations*	Diminu- tions*	Au 31/12/2002*
Immobilisations brutes	6 019	1 717	423	7 313
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	4 466	70	28	4 507

• Immobilisations hors exploitation	144	217		361
• Immobilisations par réalisation de garantie	1 409	1 430	394	2 445
Amortissements	1 744	417	90	2 072
• Immobilisations en cours				
• Immobilisations d'exploitation	1 569	225	22	1 772
• Immobilisations hors exploitation	113	52		165
• Immobilisations par réalisation de garantie	63	140	68	135
Total net	4 275	1 300	333	5 421

2.6 Autres Actifs/Passifs

2.6.1. Autres actifs

Nature	2001*	2002*
Débiteurs divers	505	523
Valeurs non imputées	114	253
Valeurs à l'encaissement	1 148	725
Valeurs à rejeter en compensation		
Dépôts et cautionnements		
Stocks et emplois divers	90	253
Créances rattachées	179	221
Total	2 035	1 974

2.6.2. Autres passifs

Nature	2001*	2002*
Dettes fiscales	164	219
Dettes sociales	91	
Créditeurs divers	68	406
Dettes rattachées	123	76
Divers		152
Total	446	853

2.7 Comptes d'ordre et divers

2.7.1. Actif

Comptes d'ordre et divers actif	2001*	2002*
Charges comptabilisées d'avance	408	270
Produits à recevoir	13	38
Divers	1 275	1 609
Total	1 697	1 917

2.7.2. Passif

Comptes d'ordre et divers passif	2001*	2002*
Charges à payer	27	32
Produits perçus d'avance	49	107
Divers	49	1

Total	126	139
-------	-----	-----

2.8 Provisions pour risques et charges

Nature	Au 31/12/2001*	Dotations et reprises*		Reprises Au 31/12/2002*
Charges de retraite	44			44
Engagements par signature				
Pertes et charges	390	72	300	162
Total	434	72	300	206

* En million de F CFA

2.9 Capitaux propres

2.9.1. Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2001*	Affectation résultat*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2002*
F.R.B.G.			341	341
Primes liées au capital				
Réserve légale	391	24		415
Réserves réglementées				
Autres réserves	1 200			1 200
Capital social	2 000		500	2 500
Report à nouveau	284	16		301
Résultat 2001	160	- 160		

Résultat 2002			10	10
Total	4 035	- 120	510	4 768

2.9.2. Le fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux a été doté pour la première fois pour un montant forfaitaire de 341 millions de F CFA.

2.9.3. Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – MALI s'élève à 2 500 millions de F CFA après une augmentation de 500 millions de F CFA.

Il est composé de 500 000 titres d'une valeur nominale de 5 000 F CFA.

La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH)	44,93 %
BOA-BENIN	3,20 %
Actionnaires Prives Nationaux	45,27 %
Autres	6,60 %

3 Engagements hors bilan

Nature	2001*	2002*
Engagements donnés	21 586	30 159
• Engagements de financement	6 840	3 544
• Engagements de garantie	14 746	26 615
• Engagements sur titres		
Engagements reçus	25 068	29 899

• Engagements de financement	2 280	5 891
• Engagements de garantie	22 788	24 008
• Engagements sur titres		

4 Observations sur le compte de résultat

4.1 Intérêts et produits assimilés

Nature	2001*	2002*
Sur créances interbancaires	298	308
• A vue	265	187
• A terme	33	121
Sur créances de la clientèle	3735	4 650
• Créances commerciales	388	499
• Autres crédits à court terme	511	648
• Comptes ordinaires débiteurs	2 662	3 274
• Crédits à moyen terme et long terme	174	229
Total	4 033	4 958

4.2 Intérêts et charges assimilées

Nature	2001*	2002*
Sur dettes interbancaires	177	283
• A vue	99	210
• A terme	78	73

Sur dettes à l'égard de la clientèle	983	1 234
• A vue	662	715
• A terme	321	519
Total	1 160	1 516

* En million de F CFA

4.3 Commissions

Nature	2001*	2002*
Commissions perçues (produits)	425	487
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle	425	487
Commissions versées (charges)		
• Sur opérations de trésorerie et interbancaires		
• Sur opérations avec la clientèle		

4.4 Frais généraux d'exploitation

4.4.1. Frais de personnel

Nature	2001*	2002*
Salaires et traitements	1 056	1 236
charges sociales	358	379
Total	1 414	1 615

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	2001*	2002*
Impôts, taxes et versements assimilés	123	180
Redevance de crédit bail	241	181
Loyers	61	76
Entretien et réparations	145	176
Primes d'assurance	87	111
Intermédiaires et honoraires	243	247
Publicité, publications et relations publiques	40	89
Déplacements, missions et réceptions	138	172
Frais postaux et frais de télécommunications	253	282
Achats non stockés de matières et fournitures	366	405
Jetons de présence	12	13
Moins values de cession		5
Autres frais généraux	187	198
Total	1 896	2 136

4.5 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Nature	2001*	2002*
Dotations aux amortissements		
• Des immobilisations d'exploitation	277	331
• Des immobilisations hors exploitation	30	150

Reprises		- 42
Total	307	439

4.6 Solde en perte des corrections de valeur sur créances et hors bilan

Nature	2001*	2002*
Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 468	2 297
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
Dotations aux provisions pour risques et charges	326	101
Pertes sur créances irrécouvrables	3 117	123
Reprises de provisions sur créances en souffrance	- 3 865	- 437
Reprises de provisions sur autres éléments d'actif		- 211
Reprises de provisions pour risques et charges	4	
Récuperations sur créances amorties	- 37	- 72
Total	1 009	1 802

* En millions de F CFA

5 Autres informations

5.1 Effectifs moyens

Catégories	2001*	2002*
Cadres expatriés	1	2
Cadres locaux	46	56
Gradés	78	70

Employés	3	5
Personnel non bancaire	16	17
Personnel temporaire	10	6
Total	154	156

5.2 Contrevaleur des comptes en devises

Nature	2001*	2002*
Actif		
Opérations de trésorerie	10 374	5 167
• Billets et monnaies	352	166
• Correspondants bancaires	10 022	4 484
Valeurs à l'encaissement et divers	738	518
Passif		
Opérations de trésorerie	2 604	2 073
• Correspondants bancaires	2 604	1 940
• Refinancements		133
• Autres sommes dues		67

5.3 Affectation des résultats de l'exercice 2002

Nature	En F CFA
Résultat *	10
Réserve légale*	2

Rapport à Nouveau antérieur*	301
Nouveau report à nouveau *	310

6 Résultat des cinq derniers exercices

Nature	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002
Capital en fin d'exercice					
• Capital social*	2 000	2 000	2 000	2 000	2 500
• Nombre des actions ordinaires existantes					
Opérations et résultats de l'exercice*					
• Chiffre d'affaires	5 902	5 599	6 261	6 719	7 235
• Bénéfice avant impôts, amort. et prov.	2 856	2 246	2 294	2 268	2 007
• Impôt sur les bénéfices	388	313	289	87	6
• Bénéfice après impôts, amort. et prov.	571	466	365	160	10
Résultat par action **					
• Après impôts, avant amort. et prov.	6 169	4 279	5 192	3 685	5 183
• Après impôts, amort. et prov.	1 426	1 164	912	401	21
Personnel					
• Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	135	148	156	154	156
• Montant de la masse salariale de l'exercice*	747	854	1 005	1 056	1 236
• Sommes versées au titre des avantages sociaux*	92	73	80	179	180

En million de F CFA
En unités de F CFA